

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

3 OCTOBRE 2013

Proposition de résolution relative aux négociations en vue de l'accord de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique

(Déposée par M. Benoit Hellings et
Mme Freya Piryns)

DEVELOPPEMENTS

La Commission européenne a approuvé le 13 mars 2013 le projet de mandat concernant la conclusion avec les États-Unis d'un accord appelé « Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement », donnant ainsi le coup d'envoi aux négociations de cet accord. Le projet de mandat a été transmis au Conseil de l'Union européenne le 2 avril 2013 afin que les États membres, dont la Belgique, l'approuvent.

La réunion du Conseil Affaires générales du 14 juin 2013 a entériné le projet de mandat de négociation de la Commission européenne. Il s'agit d'une décision formelle n'empêchant pas que les négociations aient déjà commencé en amont.

Les signataires de la présente résolution se sont antérieurement mobilisés afin d'exclure l'ensemble des secteurs culturels et audiovisuels de ce mandat de négociation. Ils ont d'ailleurs été rejoints dans cet objectif de préservation de l'exception culturelle par quasi l'ensemble des partis démocratiques. Ce mandat démocratiquement donné au gouvernement a d'ailleurs été entendu puisqu'à ce stade, le principe de l'exception culturelle reste protégé et les services audiovisuels

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2012-2013

3 OKTOBER 2013

Voorstel van resolutie betreffende de onderhandelingen over een handels- en investeringsovereenkomst tussen de Europese Unie en de Verenigde Staten van Amerika

(Ingediend door de heer Benoit Hellings en
mevrouw Freya Piryns)

TOELICHTING

De Europese Commissie heeft op 13 maart 2013 een ontwerp van mandaat goedgekeurd betreffende het sluiten van een overeenkomst met de Verenigde Staten inzake het « Trans-Atlantisch Handels- en Investeringspartnerschap ». Dit betekent dat de onderhandelingen kunnen worden aangevat. Het ontwerp van mandaat is doorgestuurd naar de Raad van de Europese Unie op 2 april 2013, opdat de lidstaten, waaronder België, het kunnen goedkeuren.

De vergadering van de Raad Algemene Zaken van 14 juni 2013 heeft het ontwerp van onderhandelingsmandaat van de Europese Commissie bekrachtigd. Het gaat om een formele beslissing, die niet verhindert dat de onderhandelingen misschien reeds begonnen zijn.

De ondertekenaars van deze resolutie hebben zich in het verleden ingezet om alle culturele en audiovisuele sectoren van dat onderhandelingsmandaat uit te sluiten. Overigens hebben nagenoeg alle democratische partijen zich bij dat initiatief om de uitzondering voor culturele producten te handhaven aangesloten. Er werd overigens rekening gehouden met dat mandaat, dat democratisch aan de regering werd gegeven, want in dit stadium blijft het beginsel van de uitzondering voor culturele

sont exclus temporairement du mandat donné à la Commission européenne. Il a été, en effet, convenu que les services audiovisuels ne seraient pas couverts par le mandat actuel, bien que la Commission ait la possibilité de soumettre ultérieurement des directives de négociation complémentaires au Conseil. D'après le texte du mandat, « dans un esprit de transparence, la Commission fera régulièrement rapport au comité de la politique commerciale sur l'évolution des négociations. En vertu des traités, la Commission est habilitée à formuler des recommandations au Conseil sur d'éventuelles directives de négociation additionnelles concernant toute question, suivant les mêmes procédures d'adoption que pour le présent mandat, en ce compris les règles de vote ».

Cela étant, pour les signataires de la présente résolution, il est fondamental, outre l'exception culturelle, qu'une stratégie de négociation européenne permettant d'aboutir à des échanges commerciaux durables, intégrant de manière appropriée les dimensions sociales, environnementales, de santé, d'emploi et de service public, comme l'acquis communautaire dans ces matières, soit mise en œuvre dans ce futur accord.

Comme précisé dans d'autres propositions de loi et de résolution déposées par les auteurs dans cette même assemblée, chaque accord d'investissement impliquant la Belgique ou l'Union européenne se doit de contenir des clauses sociales et environnementales contraignantes, ainsi que des mécanismes de contrôle appropriés, tout comme de protéger adéquatement l'existence et le financement de services publics de qualité.

La présente résolution ambitionne donc de fournir au gouvernement un outil solide sur lequel s'appuyer afin de faire respecter au long du processus des principes fondamentaux comme le respect des normes sociales et environnementales, la protection des services publics, celle des consommateurs ou encore la sauvegarde de l'industrie européenne à l'occasion de cette négociation commerciale que la Commission mène désormais au nom de la Belgique.

Tel que déjà énoncé par la Commission, le futur accord entend aller au-delà de l'approche dite classique des accords de libre échange. Elle souhaite supprimer les droits de douanes, en ouvrant des marchés à l'investissement, aux services publics et aux services, ainsi qu'en alignant les règles et les normes techniques en vigueur, respectivement dans l'Union européenne et aux États-Unis, applicables aux produits : ces normes,

produits protégés et les services audiovisuels de service public sont temporairement exclus du mandat donné à la Commission européenne. Il a été, en effet, convenu que les services audiovisuels ne seraient pas couverts par le mandat actuel, bien que la Commission ait la possibilité de soumettre ultérieurement des directives de négociation complémentaires au Conseil. D'après le texte du mandat, « dans un esprit de transparence, la Commission fera régulièrement rapport au comité de la politique commerciale sur l'évolution des négociations. En vertu des traités, la Commission est habilitée à formuler des recommandations au Conseil sur d'éventuelles directives de négociation additionnelles concernant toute question, suivant les mêmes procédures d'adoption que pour le présent mandat, en ce compris les règles de vote ».

Dit gezegd zijnde is het voor de ondertekenaars van deze resolutie essentieel dat er, naast de uitzondering voor culturele producten, een Europese strategie in dat toekomstig akkoord ten uitvoer wordt gelegd, waardoor onderhandelingen kunnen leiden tot duurzame handelsovereenkomsten, waarin ook rekening wordt gehouden met sociale en milieugerelateerde aspecten en met aspecten inzake gezondheid, werkgelegenheid en openbare dienstverlening, alsook met het communautair acquis in die aangelegenheden.

Zoals reeds werd verduidelijkt in voorgaande wetsvoorstellen en voorstellen van resolutie die door de indieners aan deze assemblée werden voorgelegd, hoort elke investeringsovereenkomst bindende sociale clausules en milieuclausules te bevatten, alsook aangepaste controlemechanismen, om bijvoorbeeld het bestaan en de financiering van goede openbare dienstverlening te beschermen.

Met deze resolutie hebben we dus de ambitie de regering een stevige ruggensteun te bieden, opdat ze de grondbeginselen, zoals de sociale en milieugerelateerde normen, de bescherming van de openbare dienstverlening, de consumentenbescherming of het behoud van de Europese nijverheid, gedurende het hele proces doet eerbiedigen bij die handelsoverhandelingen die de Commissie nu namens België voert.

Zoals de Commissie reeds heeft verklaard, is het met het toekomstig akkoord de bedoeling verder te gaan dan de zogenaamde klassieke aanpak van de vrijhandelsakkoorden. Ze wenst de douanerechten af te schaffen, door de markten open te gooien voor investeringen, overheidsdiensten en dienstverlening en de geldende technische normen en regels voor producten respectievelijk in de Europese Unie en in de Verenigde Staten op

souvent plus strictes du côté européen, constituent à l'heure actuelle, les restrictions les plus importantes aux échanges transatlantiques.

Concernant les droits de douane, la Commission estime que l'accord doit viser un état de fait le plus proche possible de celui d'une suppression totale de ces droits. Et cela également sur les produits industriels et agricoles, même si un traitement différencié peut être, mais rien n'est moins sûr, accepté pour les produits considérés comme les plus sensibles comme les OGM ou le bœuf aux hormones. Il est d'entrée de jeu important de souligner que la possibilité d'accepter un traitement différencié en matière d'alimentation ne constitue aucunement une garantie de voir respectées les règles européennes actuelles. Par ailleurs, un tel objectif va à l'encontre de propositions actuellement débattues au Sénat ainsi qu'au Parlement wallon et qui visent à faire usage des droits de douane pour faire progresser les normes sociales et environnementales.

Au regard de la libéralisation des services, la Commission souhaite une ouverture la plus large possible des marchés européens et américains, ainsi que l'ouverture de marchés jusque là protégés comme celui des transports. Le même objectif est poursuivi pour les investissements. Par ailleurs, notons que la Commission plaide également pour une politique d'ouverture des marchés publics, ceci alors que les entreprises européennes dont les activités reposent sur les marchés publics représentent 25 % du PIB et plus ou moins 31 millions d'emplois.

Reste la délicate question de l'harmonisation et des obstacles non-tarifaires. L'objectif du partenariat doit viser, selon la Commission, à réduire les coûts et les retards liés aux entraves au commerce « au-delà de la frontière », et ainsi aligner autant que faire se peut les normes et les procédures des deux côtés de l'Atlantique. Selon la Commission, cet accord doit viser des résultats ambitieux sur la réduction des obstacles sanitaires et phytosanitaires (santé, hygiène, produits alimentaires) et la compatibilité des normes techniques dans des secteurs comme la chimie, l'automobile ou la pharmaceutique. La Commission énonce également que cet accord transatlantique sera un « accord vivant », c'est-à-dire que cette convergence des normes techniques se fera de façon progressive dans une temporalité sur le moyen-terme.

elkaar af te stemmen : die normen, die aan Europese kant vaak strenger zijn, zijn nu de belangrijkste restricties voor de trans-Atlantische handel.

Wat de douanerechten betreft, vindt de Commissie dat de overeenkomst een feitelijke toestand voor ogen moet houden die zo dicht mogelijk bij de volledige afschaffing van die rechten staat. Dat geldt ook voor de industriële producten en de landbouwproducten, ook al kan een afwijkende behandeling worden aanvaard voor de producten die het gevoeligst liggen, zoals de ggo's en rundvlees met hormonen — dat laatste staat echter lang niet vast. Het dient vooraf te worden onderstreept dat de mogelijkheid dat een afwijkende behandeling voor voeding aanvaard wordt, geenszins een waarborg is dat de huidige Europese regels geëerbiedigd zullen worden. Overigens is dergelijke doelstelling strijdig met de voorstellen waarover momenteel in de Senaat en in het Waals Parlement gedebatteerd wordt, welke strekken om de douanerechten aan te wenden om de sociale en milieugerelateerde normen terrein te laten winnen.

Met het oog op de liberalisering van de dienstverlening wenst de Commissie de Europese en Amerikaanse markten zoveel mogelijk open te stellen en wil ze markten openstellen die tot dusver beschermd werden, zoals die van het vervoer. Dezelfde doelstelling geldt voor de investeringen. Tevens is het zo dat de Commissie ook pleit voor een beleid voor het openstellen van de overheidsopdrachten, terwijl men weet dat de Europese ondernemingen waarvan de activiteiten op de overheidsopdrachten steunen, goed zijn voor 25 % van het BBP en voor ongeveer 31 miljoen banen.

Dan is er nog het delicate probleem van de harmonisering en van de niet-tarifaire belemmeringen. Het doel van het partnerschap moet volgens de Commissie het verminderen van de kosten en de vertragingen door de handelsbelemmeringen « over de grens » zijn, en dus het zoveel mogelijk op elkaar afstemmen van normen en procedures aan beide zijden van de Atlantische Oceaan. Volgens de Commissie moet die overeenkomst ambitieuze resultaten nastreven inzake de vermindering van de sanitaire en fytosanitaire belemmeringen (gezondheid, hygiëne, voedingsproducten) en de compatibiliteit van de technische normen in sectoren zoals de chemie, de autonijverheid of de farmaceutische nijverheid. De Commissie verklaart ook dat die trans-Atlantische overeenkomst een « levende overeenkomst » wordt, wat betekent dat de toenadering inzake technische normen geleidelijk aan, op middellange termijn, zal plaatsvinden.

Cette volonté politique effrénée de libéralisation puise sa légitimité politique d'études prospectives réalisées par le *Centre for Economic Policy Research*. Ce *think tank* économique européen basé à Londres est actuellement présidé par Guillermo de la Dehesa, qui est aussi Vice-Président de la Banque Goldman Sachs en Europe. Le site Internet (1) du centre mentionne parmi ses affiliés des acteurs du monde des affaires international aussi importants que KPMG) Barclays, Deutsche Bank, BNP Paribas, Citigroup, Santander ou JP Morgan. Le lien entre ce centre de recherche et le monde des affaires est donc patent. Loin d'être indépendant, ce centre de recherche (et ses membres) a un intérêt direct évident à la constitution du plus grand marché libéralisé du monde, dans une perspective alléchante de fusions et acquisitions inédites. Cette collusion pose la question de l'objectivité des arguments avancés en faveur de la concrétisation d'un tel accord. Il doit faire prendre conscience au gouvernement des dangers de voir l'intérêt général banalisé ou relativisé au cours du processus de négociation, à la faveur de l'intervention de lobbies extrêmement puissants et parfois grossièrement dissimulés, à l'image de ce *Centre for Economic Policy Research*.

Face au caractère particulièrement ambitieux et hautement problématique de ce futur partenariat de commerce et d'investissement entre les États-Unis et l'Union européenne, les auteurs entendent, par la présente résolution, demander le respect d'un certain nombre de balises essentielles à la conclusion d'un accord juste et durable tant sur le plan économique et social qu'environnemental. Cette résolution tend également à protéger certains domaines de l'ouverture du commerce transatlantique à l'instar des biens agricoles et des données à caractère personnel.

Enfin, les révélations récentes relatives au programme de surveillance généralisée des communications PRISM, qui aurait, outre la surveillance des communications de citoyens et d'entreprises, organisé une surveillance des autorités européennes elles-mêmes par l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA), constituent, si elles sont avérées, des menaces inacceptables du droit à la vie privée et à la protection des données personnelles en usage dans l'Union européenne. La présente

(1) <http://www.cepr.org/content/supporters-cepr>.

Die teugelloze politieke wil om te liberaliseren haalt zijn politieke legitimiteit uit prospectief onderzoek dat is verricht door het *Centre for Economic Policy Research*. De huidige voorzitter van die Europese economische *think tank*, die in Londen gevestigd is, is Guillermo de la Dehesa, tevens vice-president van de Goldman Sachs Bank in Europa. De website (1) van het centrum vermeldt als leden belangrijke spelers van de internationale zakenwereld, als daar zijn KPMG, Barclays, Deutsche Bank, BNP Paribas, Citigroup, Santander of JP Morgan. De band tussen dat onderzoekscentrum en het zakenleven is dus zonneklaar. Dat onderzoekscentrum is (zoals zijn leden) dus geenszins onafhankelijk en heeft er duidelijk rechtstreeks belang bij dat de grootste geliberaliseerde markt ter wereld tot stand komt, met het aanlokkelijke vooruitzicht van fusies en acquisities zonder voorgaande. Die collusie doet vragen rijzen bij de objectiviteit van de argumenten voor de verwezenlijking van dergelijke overeenkomst. Dat moet de regering bewust maken van het gevaar dat het algemeen belang bij het onderhandelingsproces veronachtzaamd of gerelativeerd wordt, als gevolg van het optreden van uiterst machtige en soms rudimentair verholde lobby's, zoals dat met het *Centre for Economic Policy Research* het geval is.

Gelet op de grote ambities en de vele problemen rond dit toekomstig partnerschap voor handel en investeringen tussen de Verenigde Staten en de Europese Unie, willen de indieners met deze resolutie de eerbiediging vragen van een aantal essentiële krijtlijnen bij het sluiten van een rechtvaardige en duurzame overeenkomst op economisch en sociaal gebied en wat het milieu betreft. Deze resolutie strekt ook om bepaalde gebieden van het openstellen van de trans-Atlantische handel af te schermem, zoals dat voor landbouwgoederen en persoonsgegevens het geval is.

De recente onthullingen over het algemene communicatiebewakingsprogramma PRISM, dat naast de bewaking van de communicatie van burgers en ondernemingen, ook de bewaking van de Europese overheden zelf door de Amerikaanse nationale veiligheidsdienst (NSA) organiseerde, zijn indien ze waar blijken, een onaanvaardbare bedreiging voor de privacy en de bescherming van persoonsgegevens zoals ze in de Europese Unie gelden. Deze resolutie vraagt dus dat

(1) <http://www.cepr.org/content/supporters-cepr>.

résolution demande donc que les négociations en cours soient suspendues jusqu'à ce que des explications précises, recevables et transparentes soient fournies par le gouvernement américain.

Benoit HELLINGS.
Freya PIRYNS.

de actuele onderhandelingen worden opgeschort tot de Amerikaanse regering een nauwkeurige, ontvankelijke en transparante uitleg geeft.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Sénat,

A. vu l'article 218 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

B. vu la déclaration conjointe du 28 novembre 2011 du sommet UE-États-Unis et la déclaration conjointe du 29 novembre 2011 du Conseil économique transatlantique UE-États-Unis ;

C. vu les conclusions du Conseil européen des 7 et 8 février 2013 ;

D. vu le rapport final du 11 février 2013 du groupe de travail de haut niveau sur l'emploi et la croissance ;

E. vu le mémo de la Commission européenne relatif à l'ouverture des négociations entre l'UE et les USA en vue de la conclusion d'un partenariat transatlantique de commerce et d'investissement du 13 février 2013 ;

F. vu la déclaration conjointe du 13 février 2013 de Barack Obama, président des États-Unis, de José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, et de Herman Van Rompuy, président du Conseil européen ;

G. vu la recommandation du 13 mars 2013 de la Commission européenne au Conseil d'adopter la décision autorisant l'ouverture de négociations concernant un accord global sur le commerce et l'investissement, intitulé « Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique » [COM (2013) 136 final] ;

H. vu le rapport de recherche final de mars 2013 du *Centre for Economic Policy Research* (Londres) intitulé *Reducing Transatlantic Barriers to Trade and Investment — An Economic Assessment* ;

I. vu la proposition de résolution sur les négociations en vue d'un accord de l'UE en matière de commerce et d'investissement avec les États-Unis déposée par le groupe Vert/ALE au Parlement européen le 15 mai 2013 ;

J. vu la résolution sur les négociations en vue d'un accord en matière de commerce et d'investissement

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. gelet op artikel 218 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie ;

B. gelet op de gemeenschappelijke verklaring van 28 november 2011 van de top EU-Verenigde Staten en de gemeenschappelijke verklaring van 29 november 2011 van de Trans-Atlantische Economische Raad EU-Verenigde Staten ;

C. gelet op de conclusies van de Europese Raad van 7 en 8 februari 2013 ;

D. gelet op het eindrapport van 11 februari 2013 van de *High Level Working Group on Jobs and Growth* ;

E. gelet op de memo van de Europese Commissie over het openen van de onderhandelingen tussen de EU en de VS met het oog op het sluiten van een trans-Atlantisch handels- en investeringspartnerschap van 13 februari 2013 ;

F. gelet op de gemeenschappelijke verklaring van 13 februari 2013 van Barack Obama, president van de Verenigde Staten, José Manuel Barroso, voorzitter van de Europese Commissie, en Herman Van Rompuy, voorzitter van de Europese Raad ;

G. gelet op de aanbeveling van 13 maart 2013 van de Europese Commissie aan de Raad om het besluit aan te nemen dat toestaat de onderhandelingen aan te knopen betreffende een globale handels- en investeringsovereenkomst, genaamd « Trans-Atlantisch Handels- en Investeringspartnerschap tussen de Europese Unie en de Verenigde Staten van Amerika » [COM (2013) 136 final] ;

H. gelet op het eindonderzoeksrapport van maart 2013 van het *Centre for Economic Policy Research* (Londen), met als titel *Reducing Transatlantic Barriers to Trade and Investment — An Economic Assessment* ;

I. gelet op de ontwerp-resolutie over de handels- en investeringsbesprekingen van de EU met de Verenigde Staten van Amerika, in het Europees Parlement ingediend door de fractie De Groenen/Vrije Europese Alliantie op 15 mei 2013 ;

J. gelet op de resolutie over de handels- en investeringsbesprekingen van de EU met de Verenigde Staten

entre l'Union européenne et les États-Unis voté par le Parlement européen le 23 mai 2013 ;

K. vu la Résolution relative à l'exclusion des produits culturels du futur accord de Partenariat de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique adoptée par le Sénat le 13 juin 2013 ;

L. vu le mandat donné par le Conseil des ministres européens des Affaires étrangères et du commerce le 14 juin 2013 ;

M. considérant que l'Union européenne et les États-Unis sont des opérateurs commerciaux et des investisseurs de première importance à l'échelle planétaire, et qu'ensemble, ils représentent, au niveau mondial, près de la moitié du PIB et un tiers des échanges ;

N. considérant que les marchés de l'Union et des États-Unis sont fortement intégrés, que des biens et des services d'une valeur globale de deux milliards d'euros en moyenne font quotidiennement l'objet d'échanges bilatéraux et génèrent des millions d'emplois dans les deux économies, et que les investissements de l'Union et des États-Unis sont le véritable moteur de la relation transatlantique et se sont élevés, au niveau bilatéral, à plus de 2 394 milliards d'euros en 2011 ;

O. considérant que ces échanges ne bénéficient pas automatiquement de manière égale aux deux partenaires, notamment dans le secteur culturel ;

P. considérant qu'à l'issue du sommet UE-États-Unis de novembre 2011, le groupe de travail de haut niveau a été chargé de trouver des solutions visant à intensifier le commerce et l'investissement afin de favoriser, au bénéfice des deux parties, la création d'emplois, la croissance économique et la compétitivité ; que le groupe de travail de haut niveau, dans son rapport final, a conclu qu'un accord global en matière de commerce et d'investissement serait — à ses yeux — la solution qui profiterait le plus aux deux économies ;

Q. considérant que le rapport d'analyse d'incidence, très orienté, élaboré par la Commission à partir d'un rapport du *Centre for Economic Policy Research*, qui prévoit à l'horizon de l'année 2027 des profits pour l'Union (119,2 milliards d'euros par an) et les États-Unis (94,9 milliards d'euros par an), est fondé sur des postulats contestables s'agissant du nombre et de la valeur des barrières-non-tarifaires, et que par ailleurs,

van Amerika, die op 23 mei 2013 door het Europees Parlement werd aangenomen ;

K. gelet op de Resolutie betreffende het uitsluiten van culturele producten uit het toekomstig Partnerschap inzake handel en investeringen tussen de Europese Unie en de Verenigde Staten van Amerika, door de Senaat aangenomen op 13 juni 2013 ;

L. gelet op het mandaat dat de Raad van Europese ministers van Buitenlandse Zaken en Handel op 14 juni 2013 gegeven hebben ;

M. overwegende dat de Europese Unie en de Verenigde Staten op wereldschaal handelsmachten en investeerders van de eerste rang zijn en dat ze samen op wereldschaal bijna de helft van het BBP en een derde van het handelsverkeer vertegenwoordigen ;

N. overwegende dat de markten van de Unie en de Verenigde Staten sterk geïntegreerd zijn, dat er in de bilaterale handel dagelijks goederen en diensten voor een globale waarde van gemiddeld twee miljard euro omgaan, die in beide economieën miljoen banen scheppen en dat de investeringen van de Unie en de Verenigde Staten de ware motor van de trans-Atlantische relatie zijn en dat ze in 2011 bilateraal gezien meer dan 2 394 miljard euro bedroegen ;

O. overwegende dat dit handelsverkeer niet automatisch beide partners in gelijke mate ten goede komt, met name in de cultuursector ;

P. overwegende dat de *high level working group* na de top EU-Verenigde Staten van november 2011 de opdracht heeft gekregen oplossingen te vinden om de handel en de investeringen op te voeren, zodat voor beide partijen de banenschepping, de economische groei en de concurrentiekracht gestimuleerd worden ; dat de *high level working group* in zijn eindrapport besloot dat een globale handels- en investeringsovereenkomst — in zijn ogen — de voordeligste oplossing was voor beide economieën ;

Q. overwegende dat het zeer georiënteerde effectenrapport dat de Commissie opstelde op basis van een rapport van het *Centre for Economic Policy Research*, dat tegen het jaar 2027 voor de Unie (119,2 miljard euro per jaar) en voor de Verenigde Staten (94,9 miljard euro per jaar) winst verwacht, op betwistbare hypothesen steunt inzake het aantal en de waarde van de niet-tarifaire belemmeringen, en dat niet alle betrokken sectoren in

l'ensemble des secteurs concernés n'a pas été intégré à l'analyse d'impact effectuée par la Commission en vue du lancement des négociations ;

R. considérant que l'Union et les États-Unis doivent concevoir de nouvelles pistes pour une relance économique durable et pérenne et que l'acquis communautaire dans différents secteurs tels que les échanges commerciaux durables, intégrant de manière appropriée les dimensions sociales et environnementales, garantissent des standards qui ne pourraient être remis en question par un accord commercial futur ;

S. considérant que, dans sa résolution du 23 octobre 2012, le Parlement européen réaffirme la nécessité de « [tenir] compte des divergences transatlantiques historiques sur des questions telles que la plantation d'organismes génétiquement modifiés et certaines questions relatives au bien-être animal » (paragraphe 10), souligne « qu'un alignement des normes de l'Union et des États-Unis devrait viser à établir la norme commune la plus élevée et, de cette manière, à améliorer également la sécurité des produits pour les consommateurs » (paragraphe 11), « est d'avis que, compte tenu de l'importance croissante du commerce électronique, les normes en matière de protection des données jouent un rôle essentiel dans la protection des consommateurs tant dans l'Union qu'aux États-Unis » (paragraphe 16), et « souligne que l'Union et les États-Unis conservent des définitions très différentes des services publics et des services d'intérêt économique général et recommande que ces termes fassent l'objet d'une définition précise » (paragraphe 19). Le Parlement rappelle également que « l'UE exporte essentiellement des produits de très grande qualité vers les États-Unis et que, par conséquent, les obstacles commerciaux non tarifaires et les indications d'origine géographique revêtent la plus haute importance pour le secteur agricole européen » (paragraphe 14) ;

T. considérant que l'établissement d'un partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) au regard de son poids sur le commerce international, l'influencerait fortement et risquerait inévitablement de remettre son équilibre en question ;

U. considérant que, le 12 mars 2013, la Commission a soumis à l'examen du Conseil une proposition visant à autoriser l'ouverture de négociations ainsi que des projets de directives de négociations ;

V. estime, au regard des événements récents concernant l'espionnage des institutions européennes par les États-Unis, que la négociation de l'accord commercial

de impactanalyse van de Commissie met het oog op de start van de onderhandelingen werden opgenomen ;

R. overwegende dat de Unie en de Verenigde Staten nieuwe denksporen moeten bedenken voor een duurzaam en blijvend economisch herstel en dat het communautair acquis in diverse sectoren, zoals duurzame handel, waarbij terdege rekening wordt gehouden met sociale en milieugerelateerde aspecten, normen waarborgt die niet op losse schroeven kunnen worden gezet door een toekomstige handelsovereenkomst ;

S. overwegende dat het Europees Parlement in zijn resolutie van 23 oktober 2012 de noodzaak herhaalt « uit historisch oogpunt rekening te houden met de trans-Atlantische verschillen bij kwesties zoals het planten van genetisch gemodificeerde organismen en bepaalde kwesties op het gebied van dierenwelzijn » (paragraaf 10), benadrukt « dat het op elkaar afstemmen van regelgevingsnormen van de EU en de VS gericht moet zijn op het vaststellen van zo hoog mogelijke gemeenschappelijke normen, en tevens op het verbeteren van de productveiligheid voor consumenten » (paragraaf 11), « van mening is dat, gezien het groeiende belang van e-handel, normen voor gegevensbescherming een cruciale rol spelen voor de bescherming van consumenten zowel in de EU als in de VS » (paragraaf 16), en « onderstreept dat de EU en de VS zeer verschillende definities van overheidsdiensten en van diensten van algemeen economisch belang aanhouden en beveelt aan deze termen nauwkeurig te definiëren » (paragraaf 19). Het Parlement herinnert er tevens aan dat « de EU overwegend producten van goede kwaliteit naar de VS exporteert en niet-tarifaire belemmeringen en geografische aanduidingen derhalve van zeer groot belang zijn voor de Europese landbouw » (considerans J) ;

T. overwegende dat de totstandkoming van een trans-Atlantisch partnerschap inzake handel en investeringen (TTIP) gezien zijn gewicht in de internationale handel, die handel sterk zou beïnvloeden en zijn evenwicht onvermijdelijk op losse schroeven zou zetten ;

U. overwegende dat de Commissie op 12 maart 2013 aan de Raad een voorstel heeft overgelegd om machtiging te verlenen tot het openen van onderhandelingen, alsook ontwerpen van onderhandelingsrichtlijnen ;

V. meent dat gelet op de recente gebeurtenissen van spionage door de Verenigde Staten bij de Europese instellingen, de onderhandelingen over de

doit être immédiatement suspendue jusqu'à la présentation d'explications précises et recevables de la part du gouvernement américain quant à la surveillance par l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) dont les autorités européennes et des citoyens de l'Union ont été victimes ;

W. estime que les prévisions concernant les profits économiques pour l'Union dans le cadre d'un TTIP, tels que projetés par la Commission sur la base de l'analyse d'impact sont irréalistes ; considère, par conséquent, que le TTIP ne peut être envisagé comme un élément essentiel pour sortir de la crise économique actuelle de l'Union ;

X. estime qu'un renforcement des activités du Conseil économique transatlantique dont la principale mission est de coordonner progressivement l'harmonisation des réglementations et normes entre les États-Unis et l'Union européenne serait plus susceptible, par comparaison avec un TTIP global, de déboucher sur une coopération transatlantique plus étroite et plus juste ;

Y. se dit convaincu qu'une intégration renforcée de l'économie mondiale doit être orientée vers une conversion écologique profonde de notre comportement économique et la viabilité à long terme de nos économies ; estime qu'il convient de réaffirmer, et d'accroître à cet égard, l'importance stratégique des relations économiques entre l'Union et les États-Unis, en développant une vision commune dans l'approche des défis sociaux et environnementaux du commerce mondial, de l'investissement et des questions liées au commerce telles que les normes et les dispositions réglementaires ;

Z. est conscient du fait que le développement d'une meilleure intégration transatlantique et d'une nouvelle vision commune du commerce mondial auront des répercussions profondes sur les autres économies du globe et sur le fonctionnement du système commercial multilatéral incarné par l'OMC et estime, par conséquent, que la nouvelle vision transatlantique du commerce mondial doit être ancrée dans l'esprit des conventions internationales existantes qui fixent les objectifs sociaux, environnementaux et ceux relatifs aux droits de l'homme et aux droits fondamentaux du travail (Convention de l'OIT), dont les principes doivent être mis en œuvre par l'adoption de normes transatlantiques contraignantes ;

AA. insiste sur les défis d'un renforcement de l'intégration transatlantique pour l'économie de l'Union

handelsovereenkomst onmiddellijk moeten worden opgeschort, tot de Amerikaanse regering een nauwkeurige en ontvankelijke uitleg heeft gegeven over de controle door de Amerikaanse Veiligheidsdienst (NSA) waarvan de Europese overheid en burgers van de Unie het slachtoffer zijn geworden ;

W. meent dat de vooruitzichten van economische winst voor de Unie van een TTIP, zoals de Commissie ze vooropstelt op grond van de impactanalyse, irrealistisch zijn ; oordeelt bijgevolg dat het TTIP niet mag worden beschouwd als een essentieel gegeven om de huidige economische crisis van de Unie te overwinnen ;

X. meent dat het opvoeren van de activiteiten van de Trans-Atlantische Economische Raad, die als belangrijkste opdracht het geleidelijk op elkaar afstemmen van de regelgeving en de normen van de Verenigde Staten en de Europese Unie heeft, meer dan een globaal TTIP, tot een nauwere en rechtvaardigere trans-Atlantische samenwerking kan leiden ;

Y. zegt ervan overtuigd te zijn dat een doorgedreven integratie van de wereldeconomie gericht moet zijn op een diepgaande ecologische verandering van ons economisch gedrag en op de leefbaarheid op lange termijn van onze economieën ; meent dat het raadzaam is het strategisch belang van de economische banden tussen de Unie en de Verenigde Staten te herbevestigen en hoger in te schatten, door een gemeenschappelijke visie te ontwikkelen voor de aanpak van de uitdagingen op sociaal en milieugebied van de wereldhandel, de investeringen en de problemen rond de handel zoals de normen en de reglementaire bepalingen ;

Z. is er zich bewust van dat de ontwikkeling van een grotere trans-Atlantische integratie en van een nieuwe gemeenschappelijke visie op de wereldhandel diepgaande gevolgen zal hebben op de andere economieën van de wereld en op de werking van het multilaterale handelssysteem, dat belichaamd wordt door de Wereldhandelsorganisatie en meent bijgevolg dat de nieuwe trans-Atlantische visie op de wereldhandel verankerd moet zijn in de filosofie achter de bestaande internationale verdragen die de doelstellingen op sociaal gebied, voor het milieu en inzake mensenrechten en fundamentele arbeidsrechten (IAO-verdrag) vastleggen, waarvan de principes ten uitvoer moeten worden gelegd door het aannemen van dwingende trans-Atlantische normen.

AA. wijst nadrukkelijk op de uitdagingen die gepaard gaan met het opvoeren van de trans-Atlantische

européenne, étant donné le caractère hautement compétitif des structures économiques des États-Unis, défis accentués par la crise économique actuelle, l'état actuel des marchés financiers et des conditions actuelles de financement désastreuses tant pour les entreprises que les particuliers, le niveau élevé de la dette publique, les taux de chômage élevés et les très faibles prévisions de croissance ;

BB. souligne par conséquent la nécessité d'une politique industrielle européenne commune et ambitieuse configurant la position de l'Union quant à l'élimination des droits de douane industriels, à la politique des matières premières et de l'énergie, à la politique de concurrence et de propriété intellectuelle, à la défense d'emplois de qualité, aux exigences de localisation et de performance, au rôle des marchés publics permettant la transition vers une économie verte et à la coopération réglementaire sur les technologies futures ;

CC. estime que la nature du TTIP envisagé dépasse largement les accords commerciaux bilatéraux existants de l'Union européenne et exige, par conséquent, le plus haut niveau de transparence et l'engagement actif de toutes les parties prenantes à chaque stade des négociations ;

DD. craint qu'au vu de la faiblesse des droits de douane existants, le démantèlement des barrières non-tarifaires, principalement des procédures de douane et des restrictions réglementaires internes, puisse donner lieu à des abus visant à saper les restrictions réglementaires fondées sur les valeurs cardinales européennes visant à la sauvegarde des protections sociales, environnementales, culturelles et des droits de l'homme ;

EE. souligne que de nombreuses restrictions réglementaires sont justifiées par des divergences transatlantiques pour ce qui est des normes de santé et de sécurité et des normes environnementales comme du rôle de l'État ; considère qu'une vision ambitieuse commune des futurs besoins sociaux et environnementaux du système économique mondial est l'élément essentiel qui permettra d'optimiser le potentiel de la future relation transatlantique ;

FF. se félicite de la recommandation de la Commission européenne préconisant la recherche de nouveaux moyens pour réduire les coûts superflus et les retards administratifs induits par la réglementation tout en parvenant à un niveau de santé, de sécurité et de protection

intégratie voor de economie van de Europese Unie, gelet op de uiterst concurrentiële economische structuren van de Verenigde Staten, uitdagingen die door de huidige economische crisis, de huidige toestand van de financiële markten, de rampzalige financieringsomstandigheden zowel voor de ondernemingen als voor de particulieren, door de hoge overheidsschuld, de hoge werkloosheid en de zeer lage groeiverwachtingen nog meer uit de verf komen ;

BB. onderstreept bijgevolg de noodzaak van een gemeenschappelijk en ambitieus Europees industrieel beleid, dat het standpunt van de Unie inzake het opheffen van de industriële douanerechten, het grondstoffen- en energiebeleid, het concurrentiebeleid en het beleid inzake intellectuele eigendom, het verdedigen van kwaliteitsvolle banen, de vereisten inzake lokalisatie en prestatie, de rol van de overheidsopdrachten die de overgang naar een groene economie mogelijk maken en de reglementaire samenwerking inzake de technologieën van de toekomst vorm geeft ;

CC. meent dat de aard van het vooropgestelde TTIP veel verder reikt dan de bestaande bilaterale handelsovereenkomsten van de Europese Unie en eist bijgevolg het hoogste niveau van transparantie en het actieve engagement van alle stakeholders in elk stadium van de onderhandelingen ;

DD. vreest dat in het licht van de zwakke bestaande douanerechten, de ontmanteling van de niet-tarifaire belemmeringen, hoofdzakelijk douaneprocedures en interne reglementaire beperkingen, aanleiding kan geven tot misbruik met als doel reglementaire beperkingen te ondermijnen die gebaseerd zijn op essentiële Europese waarden die het behoud van de sociale, milieu- en cultuurbescherming en de bescherming van mensenrechten beogen ;

EE. onderstreept dat heel wat reglementaire beperkingen verantwoord worden door trans-Atlantische verschillen inzake gezondheids-, veiligheids- en milieunormen en inzake de rol van de Staat ; meent dat een gemeenschappelijke ambitieuze visie van de toekomstige sociale behoeften en milieubehoeften van het economisch wereldstelsel het essentiële gegeven is om het potentieel van de toekomstige trans-Atlantische relatie te optimaliseren ;

FF. verheugt zich over de aanbeveling van de Europese Commissie om nieuwe middelen te zoeken om de overbodige kosten en de administratieve vertraging die door de regelgeving veroorzaakt worden, te verminderen en toch een niveau van gezondheid, veiligheid en

de l'environnement jugé adéquat par chaque partie ; souligne que chaque partie doit garder la possibilité d'instaurer des niveaux plus élevés de sécurité sociale, santé, de sécurité et de protection de l'environnement, aux fins de parvenir à des normes communes plus élevées et ne remettant pas en cause les acquis communautaires (principe de *stand still*) ;

GG. estime que le rapport final du groupe de travail de haut niveau n'est pas suffisamment ambitieux en ce qui concerne les droits des travailleurs et la protection de la santé et du droit à la vie privée ; critique également le niveau d'ambition insuffisant en ce qui concerne la normalisation et l'encadrement harmonisés pour les technologies dites émergentes,

Demande au gouvernement :

1. de faire connaître à la Commission européenne les questions qui pourraient être négociées à un autre stade, en dehors, voire exclues du TTIP, à l'instar de celle des biens agricoles et industriels sensibles, de la libéralisation des services publics ou encore la question de la protection des données à caractère personnel et des droits de propriété intellectuelle ou tout autre question, en raison de leur caractère extrêmement sensible ;

2. d'affirmer son soutien à un accord de commerce et d'investissement avec les États-Unis axé sur la viabilité à long terme de nos économies, qui favoriserait la création d'emplois de qualité pour les travailleurs européens, tout en respectant leurs droits, tout en préservant les acquis nationaux en la matière, profiterait à l'environnement et aux consommateurs, rendrait contraignantes les normes communes actuelles les plus élevées en matière de protection des consommateurs, de la santé, du bien-être animal et de l'environnement, protègerait résolument les services publics de qualité et offrirait aux entreprises de l'Union de nouvelles possibilités de développement durable de leurs activités ;

3. de défendre une conception maximaliste de la souveraineté alimentaire de l'Union européenne afin qu'elle puisse mettre en place la politique agricole qui lui soit la plus adaptée et qui corresponde le mieux à ses besoins tout en respectant l'autonomie des agriculteurs. L'Union européenne doit donc être en mesure de protéger sa production alimentaire, notamment en excluant les OGM, et de garantir une culture diversifiée, en ce compris la culture des protéines végétales comme le soja ;

milieubeschermt te bereiken dat elke partij toereikend acht ; onderstreept dat elke partij de mogelijkheid moet blijven hebben om een hoger peil van sociale zekerheid, gezondheid, veiligheid en milieubeschermt in te voeren om hogere gemeenschappelijke normen te verkrijgen zonder het communautair acquis op losse schroeven te zetten (*stand still*-principe) ;

GG. meent dat het eindrapport van de *high level working group* niet ambitieus genoeg is inzake de werknemersrechten en de bescherming van de gezondheid en het privacyrecht ; uit ook kritiek op het gebrek aan ambitie met betrekking tot de geharmoniseerde normalisatie en flankerende maatregelen voor wat de opkomende technologieën wordt genoemd,

Vraagt de regering :

1. aan de Europese Commissie de aangelegenheden mee te delen waarover in een ander stadium kan worden onderhandeld, buiten het TTIP om of zelfs helemaal niet in het kader van het TTIP, naar het voorbeeld van de gevoelig liggende landbouwgoederen en industriële goederen, de liberalisering van de openbare diensten of nog het probleem van de bescherming van persoonsgegevens en de intellectuele-eigendomsrechten, of elke andere kwestie, omdat die zaken uiterst gevoelig liggen ;

2. haar steun te bevestigen voor een handels- en investeringsovereenkomst met de Verenigde Staten gericht op de leefbaarheid op lange termijn van onze economieën, die het scheppen van kwaliteitsvolle banen voor de Europese werknemers ten goede komt, met eerbiediging van hun rechten en met behoud van de nationale verworvenheden ter zake, gunstig is voor het milieu en voor de consumenten, de huidige, strengste gemeenschappelijke normen inzake bescherming van de consument, de gezondheid, het dierenwelzijn en het milieu bindend maakt, kwaliteitsvolle openbare dienstverlening resoluut beschermt en de ondernemingen van de Unie nieuwe mogelijkheden biedt voor de duurzame ontwikkeling van hun activiteiten ;

3. een maximalistische opvatting te verdedigen van de voedselsoevereiniteit van de Europese Unie, opdat ze het landbouwbeleid kan voeren dat voor haar het geschiktst is en dat het best voldoet aan haar behoeften, met eerbiediging van de autonomie van de landbouwers. De Europese Unie moet dus in staat zijn haar voedselproductie te beschermen, en daarbij de GGO uitsluiten, en moet een gediversifieerde teelt kunnen garanderen, inclusief de teelt van plantaardige proteïnen, zoals soja ;

4. qu'il défende la possibilité pour l'Union européenne d'exclure du marché des produits agricoles dont le processus de production n'est pas conforme aux valeurs portées par l'Union européenne. Par exemple, les poulets chlorés ou le bœuf aux hormones, et autres produits agricoles contenant des OGM, même s'ils répondent à des critères sanitaires en fin de processus, ne peuvent et ne doivent pas avoir accès au marché européen. Il revient à l'Union européenne de défendre une alimentation de qualité ;

5. de refuser que l'accord entérine l'accès commercial aux services publics ou toute coopération réglementaire qui remettrait en question les exceptions horizontales pour les entreprises de service public ou augmenterait directement ou indirectement la pression en faveur d'une libéralisation du secteur des services publics ;

6. de refuser que l'accord entérine, même à moyen-terme, la libéralisation des services audiovisuels, de manière à ce que la coopération réglementaire dans les domaines liés à la diversité culturelle et linguistique ne puisse aucunement affecter le droit à la diversité culturelle et linguistique dans l'Union européenne et en Belgique ;

7. de veiller à ce que soit prévue une provision qui autorise les deux partenaires à adopter et à appliquer des normes sociales et sanitaires et environnementales plus élevées que les normes prévues par le futur l'accord, notamment dans un contexte d'incertitude scientifique et d'application du principe de précaution, et que de telles mesures ne puissent être contestées en vertu des termes de l'accord ;

8. de veiller à ce que l'accord garantisse le respect d'une position ferme selon laquelle l'acquis de l'Union en matière de protection de la santé, de sécurité des produits, de protection des animaux et d'environnement est non négociable et confirmer les principes qui sous-tendent l'activité réglementaire de l'Union, comme le principe de précaution, le droit à la protection des données, le respect des préférences collectives, la multifonctionnalité de l'activité agricole et la subsidiarité ;

9. de rappeler à la Commission que la protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) est un point de divergence transatlantique important qui nécessite un accord préalable sur les exceptions aux droits, les limitations des recours et l'application proportionnée, et que

4. dat ze de mogelijkheid voor de Europese Unie verdedigt om landbouwproducten waarvan het productieproces niet conform de waarden is die de Europese Unie uitdraagt, uit de markt te houden. Gechloreerde kippen of rundvlees met hormonen, en andere landbouwproducten die ggo's bevatten, ook al beantwoorden ze op het einde van het proces aan gezondheidscriteria, kunnen en mogen bijvoorbeeld geen toegang krijgen tot de Europese markt. Het is aan de Europese Unie om de kwaliteit van de voeding te verdedigen ;

5. niet toe te staan dat de overeenkomst het openstellen van de openbare diensten voor concurrentie bekrachtigt of dat enige samenwerking op het gebied van regelgeving de horizontale uitzonderingen voor de overheidsbedrijven op losse schroeven zet of rechtstreeks of onrechtstreeks de druk verhoogt voor een liberalisering van de sector van de openbare dienstverlening ;

6. niet toe te staan dat de overeenkomst op middellange termijn de liberalisering bekrachtigt van de audiovisuele diensten, zodat de samenwerking op het gebied van regelgeving in aangelegenheden in verband met de verscheidenheid qua cultuur en taal in geen geval het recht op verscheidenheid in cultuur en taal in de Europese Unie en in België kan aantasten ;

7. erop toe te zien dat er een voorziening wordt opgenomen die beide partners toestaat sociale en sanitaire normen en milieunormen aan te nemen en toe te passen die strenger zijn dan de normen van de toekomstige overeenkomst, met name in een context van wetenschappelijke onzekerheid en van toepassing van het voorzorgsbeginsel, en dat dergelijke maatregelen niet kunnen worden betwist op grond van de bepalingen van de overeenkomst ;

8. erop toe te zien dat de overeenkomst de eerbiediging waarborgt van de duidelijke stellingname dat niet kan worden onderhandeld over het acquis van de Unie inzake bescherming van de gezondheid, productveiligheid, dieren- en milieubescherming en de beginselen waarop de regelgeving van de Unie steunt, zoals het voorzorgsbeginsel, het recht op gegevensbescherming, de eerbiediging van de gezamenlijke voorkeuren, de multifunctionaliteit van de landbouwactiviteit en de subsidiariteit te bevestigen ;

9. de Commissie eraan te herinneren dat de bescherming van de intellectuele-eigendomsrechten (IPR) een belangrijk trans-Atlantisch geschil is waarvoor eerst een overeenkomst moet worden gesloten inzake de uitzonderingen op de rechten, de beperking van de

ce domaine doit donc être abordé à un stade ultérieur des négociations ;

10. que l'accord ne contienne pas, dans le volet relatif à la libéralisation et à la protection des investissements, une disposition permettant le règlement des différends entre les investisseurs et l'État via une procédure d'arbitrage et cela au regard de la nature spécifique de la structure étatique, de son obligation de transparence et de responsabilité vis-à-vis de son utilisation des l'argent public ;

11. de prendre en compte l'impact d'un tel accord sur les PME compte tenu de leur contribution au développement économique de notre pays et de l'Union européenne ;

12. que ledit accord contienne une clause de sauvegarde dans le cas de l'importation d'un produit qui menace ou est sérieusement dommageable à l'industrie européenne ;

13. de s'assurer que rien dans l'accord n'empêche l'une des parties d'appliquer la loi nationale en ce qui concerne l'entrée et le séjour sur son territoire ainsi que les conditions de travail et de concertation sociale qui s'y appliquent ;

14. de s'assurer que les deux partenaires soient libres d'adopter des règles solides en matière d'institutions financières et de transactions financières et veiller à ce que de telles mesures ne puissent pas être contestées en vertu des termes de l'accord ;

15. de garantir, surtout au regard de la récente actualité, le respect intégral des normes de l'Union dans le domaine des droits fondamentaux par l'inclusion d'une clause sur les droits de l'homme, ainsi que le respect intégral des règles de l'Union européenne dans le domaine de la protection des données, y compris celles sur les transferts internationaux ;

16. de veiller à ce que la Commission fournisse à tous les stades des négociations des analyses d'impact indépendantes, y compris des contrôles de la compétitivité, qui étudieront dûment les effets de la libéralisation du commerce bilatéral sur l'emploi et l'environnement, et qui sont spécifiques aux différents secteurs, et soumette aux différentes parties prenantes (aux gouvernements nationaux, aux Parlements nationaux et européen ainsi qu'aux différents partenaires sociaux concernés) toutes les propositions concernant l'établissement d'une

rechtsmiddelen en de evenredige toepassing en dat dit thema dus in een later stadium van de onderhandelingen moet worden aangesneden ;

10. dat de overeenkomst in het gedeelte over de liberalisering en de bescherming van de investeringen geen bepaling zou bevatten waardoor geschillen tussen investeerders en de Staat kunnen worden beslecht via een arbitrageprocedure en dat, in het licht van de specifieke aard van de staatsstructuur, met zijn verplichting tot transparantie en aansprakelijkheid voor het gebruik van overheidsgeld ;

11. oog te hebben voor de impact van een dergelijke overeenkomst voor de kmo's, rekening houdend met hun bijdrage tot de economische ontwikkeling van ons land en de Europese Unie ;

12. dat die overeenkomst een beschermingsclausule bevat voor het geval waarin de invoer van een product de Europese nijverheid bedreigt of ze ernstige schade dreigt toe te brengen ;

13. ervoor te zorgen dat niets in de overeenkomst een van de partijen belet de nationale wet betreffende de toegang tot en het verblijf op haar grondgebied toe te passen, alsook de arbeidsvoorwaarden en de voorwaarden van sociaal overleg die er gelden ;

14. ervoor te zorgen dat beide partners vrij zijn om degelijke regels inzake financiële instellingen en financiële transacties aan te nemen en erop toe te zien dat dergelijke maatregelen niet kunnen worden betwist op grond van de bepalingen van de overeenkomst ;

15. gelet op de recente actualiteit, door het opnemen van een clausule over de rechten van de mens de volledige eerbiediging te waarborgen van de normen van de Unie op het gebied van de fundamentele rechten, alsook de volledige eerbiediging van de regels van de Europese Unie op het gebied van de bescherming van gegevens, inclusief de gegevens over internationale overdrachten ;

16. erop toe te zien dat de Commissie in alle stadia van de onderhandelingen onafhankelijke impactanalyses verstrekt, inclusief controles op het concurrentievermogen, die de effecten van de liberalisering van de bilaterale handel op de werkgelegenheid en het milieu dienen te onderzoeken, en die specifiek zijn voor de diverse sectoren, en dat ze alle stakeholders (de nationale regeringen, de nationale Parlementen en het Europees Parlement, alsook de betrokken sociale gesprekspartners) in een vroegtijdig stadium van de

équivalence réglementaire ou d'une reconnaissance mutuelle à un stade précoce des négociations ;

17. d'insister sur le fait que la qualité devrait absolument prévaloir sur les délais, de s'opposer à la conclusion hâtive par les négociateurs d'un accord qui ne serait pas fondé sur une analyse des risques appropriée pour le consommateur et l'environnement, et qui n'apporterait pas d'avantages concrets et substantiels à nos environnements, à nos entreprises, à nos travailleurs, à nos consommateurs et à nos citoyens ;

18. de veiller à tenir le Parlement informé, ceci depuis l'ouverture des négociations jusqu'à la conclusion de l'accord avec les États-Unis, et d'inclure la publication en temps voulu des projets de texte à tous les stades de la négociation ;

19. de garantir le respect de la participation des régulateurs, des organes législatifs et des parties prenantes dès le premier stade des propositions, vu l'accent mis par le TTIP sur la coopération réglementaire qui nécessite ces participations, et, par conséquent, la consultation régulière tout au long des négociations, des parties intéressées, sur une base de totale transparence des procédures ;

20. de veiller qu'à toutes les étapes du processus de négociation, la Commission européenne puisse tenir compte dans ses prises de positions des conflits d'intérêt observables au sein de divers organismes américains et européens oeuvrant dans les coulisses des pourparlers actuellement en cours, par exemple en demandant à la Commission de proposer aux partenaires américains un code de conduite concernant la composition des délégations de négociateurs, afin de supprimer ces collusions, dommageables à l'intérêt général.

5 juillet 2013

Benoit HELLINGS.
Freya PIRYNS.

onderhandelingen alle voorstellen overlegt in verband met de totstandkoming van gelijkwaardigheid van de regelgeving of van wederzijdse erkenning ;

17. te beklemtonen dat kwaliteit absoluut de overhand moet hebben op de termijnen, zich te verzetten tegen het overhaaste sluiten door de onderhandelaars van een akkoord dat niet gebaseerd is op een degelijke analyse van de risico's voor de consument en het milieu en dat geen concrete en substantiële voordelen biedt voor ons milieu, onze ondernemingen, onze werknemers, onze consumenten en onze burgers ;

18. ervoor te zorgen dat ze het Parlement op de hoogte houdt, van bij het openen van de onderhandelingen tot het sluiten van de overeenkomst met de Verenigde Staten, en daarbij te zijner tijd de ontwerpteksten in alle stadia van de onderhandelingen bekend te maken ;

19. de eerbiediging van de participatie van de regulatoren, de wetgevende organen en de stakeholders te waarborgen van bij het eerste stadium van de voorstellen, aangezien het TTIP de klemtoon legt op de samenwerking op het gebied van regelgeving, welke die participatie vergt, en bijgevolg de regelmatige raadpleging zolang de onderhandelingen duren, van de belanghebbende partijen, op basis van volledige transparantie van de procedures ;

20. ervoor te zorgen dat de Europese Commissie in alle fasen van het onderhandelingsproces bij zijn stellingnames rekening kan houden met de belangenconflicten die kunnen worden waargenomen bij diverse Amerikaanse en Europese instellingen die achter de schermen van de huidige gesprekken actief zijn, door bijvoorbeeld aan de Commissie te vragen de Amerikaanse partners een gedragscode voor te stellen betreffende de samenstelling van de onderhandelingsdelegaties, om een einde te maken aan de collusie, die schadelijk is voor het algemeen belang.

5 juli 2013